

Capitalisme, productivisme et écologie, une petite histoire de nos sociétés.

Par Théo Coutant, octobre 2021

En cette période d'élections présidentielles, il est fort probable que les mots très technico-savants de capitalisme, de productivisme ou encore de néolibéralisme remontent jusqu'à vos oreilles. En effet, je mettrais ma main à couper qu'un quelconque candidat parviendra à dénoncer, sous les projecteurs d'un plateau télé, le désastre « des privations de masse » tandis qu'un autre fustigera, sur les ondes de votre radio préférée, l'hérésie des « thèses écologistes de décroissance ». Il ne serait pas étonnant que ces mots, dont l'usage n'a parfois aucun autre but que de taper sur le nez de son voisin, vous donnent rapidement le tournis...

Pas de panique, Conscience et Impact Ecologique décrypte tous ces concepts et théories complexes à l'aide d'un petit récapitulatif ludique et historique que nous vous proposons au travers de cet article. Prêts ? Alors allons-y !

Productivisme ? Libéralisme économique ? Capitalisme ? Mais de quoi s'agit-il concrètement ?

Pour cela, il va falloir que nous fassions un peu d'histoire. Au début il n'y avait rien. Enfin rien, pas tout à fait mais, dans la louable intention de ne pas assommer nos lecteurs, disons simplement qu'avant le XVIIIème siècle, les systèmes économiques, commerciaux et les grandes idées qui les régissaient étaient très différents d'une partie à l'autre du globe. Puis vint au monde, un beau matin de juin 1732, le philosophe écossais Adam Smith. Bien que sujet à controverse, M. Smith est considéré par beaucoup comme le père du libéralisme économique. En effet, au travers de son ouvrage *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Adam Smith propose la première grande synthèse des concepts économiques et pense pour la première fois ces concepts de manière systémique, c'est-à-dire en les reliant logiquement les uns aux autres.

Smith va ainsi être l'un des premiers à critiquer le protectionnisme des nations, c'est-à-dire la tendance qu'avaient les pays à protéger leur économie locale en imposant de fortes taxes aux marchandises venant de l'étranger. Il justifie cette critique par son concept de « l'avantage absolu », expliquant que certaines nations sont plus productives pour fournir certains types de biens plutôt que d'autres. Smith illustrera cette réflexion en prenant l'exemple du Portugal et de la Grande Bretagne. En effet, le Portugal est un producteur de vin très efficace alors que, de son côté, la Grande Bretagne performe dans la production de textile. Plutôt que d'essayer de produire à la fois du vin et du textile, les deux nations feraient mieux de se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils jouissent d'un « avantage absolu », que ce dernier soit technologique ou naturel.

Pour obtenir le produit manquant, le plus profitable serait donc que Portugais et Britanniques commercent entre eux, avec un schéma reposant sur l'allègement des barrières économiques, le libre échange et la diminution du rôle des États. Smith complète son propos en détaillant le concept de « main invisible », idée selon laquelle le marché économique est capable de s'autoréguler, c'est-à-dire de se contrôler lui-même sans intervention d'une tierce partie. En effet, Smith pense que l'ensemble des actions individuelles des acteurs économiques, guidées

uniquement par leur propre intérêt personnel, contribue in fine à la richesse et au bien commun. Cela vous paraît étrange ? Prenons donc un exemple simple : votre pâtissier !

Dans la pensée de Smith, le but de votre pâtissier préféré n'est pas de flatter vos papilles avec le meilleur éclair au chocolat qui soit mais bien de vous faire passer à la caisse. Cependant, pour maximiser ses chances de vous vendre son éclair dans un contexte de concurrence, il a besoin que celui-ci soit le meilleur possible. En poursuivant ainsi son but de vous vendre son éclair au chocolat, votre pâtissier est poussé par une « main invisible » vers le bien commun : pour lui, gagner de l'argent, pour vous, vous régaler ! Logique non ? Et voilà, entre généralisation des échanges et main invisible, le concept de libéralisme économique est né !

Maintenant faisons un saut d'une centaine d'années dans le temps vers le début du XXème siècle. Vous nous suivez toujours ?

Nous voici à Détroit, aux États-Unis, un lundi matin de septembre 1908. Comme une bonne majorité des hommes de la ville, Arthur se prépare pour partir travailler à l'usine. Une journée somme toute ordinaire me direz-vous... mais Arthur ne travaille pas dans n'importe quelle usine, Arthur travaille chez Ford.

Henry Ford, fondateur de la marque automobile éponyme, vient en effet de révolutionner le système du travail. Le fordisme, nouveau modèle de développement d'une entreprise, permet d'optimiser le travail à la chaîne en utilisant des pièces standardisées sur les lignes d'assemblage. Cette technique est ainsi un premier pas majeur dans la quête de productivité de l'homme au travail. Toutefois, le fordisme ne se limite pas à ce simple objectif et ceci pour une raison très simple : Ford se rend compte que devenir ultra productif et donc sortir de ses usines quantité de voitures ne sert à rien si seuls les plus fortunés peuvent se les offrir. En d'autres termes, créer une offre importante ne fait pas sens si la demande reste limitée (risque de surproduction). C'est ainsi que Ford, après avoir réformé techniquement le monde du travail, entreprend également une réforme sociale en réduisant à 5 jours la semaine de travail et en haussant les salaires de ses employés afin que ceux-ci puissent s'acheter leur propre Ford T. Cette révolution constitue ainsi un passage décisif dans l'histoire de notre système économique : pour la première fois, le critère de productivité devient la base sur laquelle le travail est rémunéré, créant alors un cercle (vertueux ou vicieux, c'est à vous de le décider...) où productivisme et accumulation du capital se renvoient sans cesse la balle.

Vers l'Âge d'or du modèle productiviste et premières implications écologiques

C'est une fois les deux conflits mondiaux passés et un semblant de stabilité revenu à la surface du globe que le modèle capitaliste et productiviste va se pérenniser et, dans une certaine mesure, porter ses fruits. C'est dans un monde désormais en paix mais divisé entre bloc de l'ouest, mené par les États-Unis d'Amérique, et bloc de l'est, piloté par l'URSS, que s'ouvre la fameuse et souvent idéalisée période des « 30 Glorieuses ». Fortement influencé par la pensée de l'économiste britannique John Maynard Keynes (qui jouera par ailleurs un rôle prédéterminant dans la négociation des accords de Bretton Woods^[1]) ainsi que par le modèle américain, le monde occidental connaît une importante période de croissance économique. Cela résulte en la construction d'une société mêlant productivisme et progrès technique, où le plein emploi est quasiment une réalité (le taux de chômage est régulièrement inférieur à 2%) alors que beaucoup d'individus font la découverte du confort et des loisirs (mise en place du concept d'État Providence, passage de 2 à 4 semaines de congés payés en France etc.).

Les modes de vie s'orientent alors vers la consommation de masse et la technologie s'impose peu à peu dans une majorité des foyers qui, au milieu des années 70, disposent presque tous d'une voiture, d'un réfrigérateur ou encore d'une machine à laver. Comme vous l'aurez sans doute deviné, cet accès au confort à un coût, surtout sur le plan énergétique et écologique. Alors que l'utilisation de produits plastiques et du pétrole se généralise, le rapport de l'homme à la nature connaît une profonde mutation. L'homme devient maître de l'environnement et exploite allégrement celui-ci, le réduisant au rang de simple fournisseur de ressources nécessaires à l'activité humaine.

L'exemple le plus frappant de ce phénomène est sans doute la mutation du secteur agricole. Alors que près de la moitié de la population active française travaille dans le secteur primaire en 1945, ce chiffre tombe aujourd'hui à 2,5%^[2]. Paradoxalement, la production ne fait qu'augmenter, le secteur de la sylviculture, de l'agriculture et de la pêche générant près de 90 milliards d'euros en 2018 contre 4,2 milliards en 1950^[3]. Comment expliquer ce phénomène ? La réponse est toute trouvée : le monde agricole n'échappe pas à la généralisation du progrès technique et la rationalisation des processus, la mise en compétition des exploitants, la sélection animale et végétale, l'utilisation de masse des engrais et des pesticides ou encore l'élevage intensif deviennent la norme. Ceci se fait bien souvent au détriment de l'environnement et de l'impact écologique des activités humaines sur la planète, dont relativement peu de personnes se préoccupent jusqu'au début des années 70.

Première prise de conscience et premières critiques

Toutefois, certaines voix vont essayer de se faire entendre au milieu du vacarme de la consommation de masse. Une des plus notables est celle de Rachel Carson, une des premières militantes écologistes américaines. Biologiste marine de renom, Rachel Carson dirige ses travaux pour la protection de l'environnement au cours des années 50. C'est au travers de son ouvrage *Printemps Silencieux*, publié en 1962 et relayé par le célèbre hebdomadaire *The New Yorker*, qu'elle parviendra à sensibiliser l'opinion publique quant aux conséquences de l'usage massif de pesticides, et particulièrement du DDT, insecticide chimique le plus utilisé au monde que Carson juge cancérigène et reprotoxique^[4] en plus de son caractère de polluant organique persistant. Cet ouvrage, dont le titre fait écho à un printemps sans biodiversité, marque donc la première pierre de la réflexion écologiste en réaction au modèle économique productiviste et inspirera un important mouvement populaire qui débouchera sur la création de l'Agence pour la Protection de l'Environnement des États-Unis en 1972.

Dans les années 70, une décennie après la sortie de *Printemps Silencieux*, la littérature scientifique commence à sérieusement émettre des réserves sur les modes de vies et le système économique régissant jusqu'alors le monde occidental. En 1972, le Club de Rome, éminent groupe de réflexion réunissant scientifiques, économistes et industriels publie le « Rapport Meadows » dont le nom officiel est *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*. Ce rapport, souvent considéré comme la base fondatrice de l'écologie politique, insiste sur la corrélation entre croissance économique et croissance des ressources naturelles. Il propose 30 scénarii de projection sur les tendances futures de la croissance. Le constat est sans appel : tous les scénarii comptant sur une hausse exponentielle de la croissance et sur la maximisation de la production mènent à un effondrement économique prévu pour le XXIème siècle. La même année, la Conférence des Nations-Unies de Stockholm sur l'environnement, qui sera à posteriori considérée comme le premier Sommet de la Terre, énonce explicitement et logiquement l'inadéquation entre productivisme et protection de l'environnement. Le temps du changement est arrivé.

Comme un symbole, les 30 Glorieuses, apogée de la consommation et de l'énergie facile s'achèvent en 1973, avec le premier choc pétrolier. Résultat conjugué du dépassement du pic de production pétrolière des États-Unis en 1971, de l'abandon du système économique de Bretton Woods la même année et de l'embargo arabe lié à la Guerre du Kippour en 1973, ce choc (comprenez une explosion des prix du baril de pétrole) vient rappeler aux civilisations occidentales la fragilité de leurs modes de vie et de consommation.

Mais alors quels changements entreprendre sur les plans économiques, politiques et écologiques ? En 1979, la théorie de la décroissance, idéologie proposant une réduction de la consommation (qui serait réorientée vers le local et le respect de la nature) ainsi que l'arrêt de la quête absolue de la productivité et du progrès technique est proposée par Nicholas Georgescu-Roegen au travers de son ouvrage intitulé *Demain, la Décroissance*. Cependant ces prémices d'une écologie politique se heurtent à une froide réalité politique : la même année, Margaret Thatcher est nommée Première Ministre du Royaume-Uni tandis que le candidat à la Maison Blanche Ronald Reagan déclare que 'si l'on laissait faire les écolos, vous et moi en serions réduits à vivre dans des terriers', excluant toute remise en question de la société de consommation. Le tournant néolibéral qui s'amorce alors avec le passage aux années 80 va une nouvelle fois changer la donne au sein des corrélations entre système économique, productivisme et écologie.

Les années 80 seront celles de la dérégulation. Alors que l'Union Soviétique et le modèle communiste montrent de plus en plus de signes d'essoufflement, le duo Thatcher-Reagan change la face économique du monde en initiant un tournant néolibéral, convaincu des bienfaits de la réduction du rôle de l'État dans l'économie au travers d'une réinterprétation grossière des théories d'Adam Smith (mais oui souvenez-vous, puisqu'une main invisible permet au marché de s'autoréguler, pourquoi aurait-on besoin de l'État pour encadrer l'économie...). Ce courant de pensée culminera en 1990 avec le consensus de Washington, corpus de mesures économiques libérales établi entre les grandes institutions financières internationales^[5] et le Trésor américain. Mais quelle est donc la raison d'être de ce consensus ? Quelle philosophie plaide-t-il ?

Pour comprendre cela, il faut légèrement voyager dans le temps et l'espace : prenons donc un vol direct pour Buenos Aires en 1985. L'Amérique Latine traverse alors une grave crise économique : les pays de la région croulent littéralement sous leur dette extérieure qui résulte en une hyperinflation, les prix ayant par exemple augmenté de près de 5 000 % en Argentine au cours de l'année 1989. Face à cette situation difficilement soutenable, des économistes libéraux américains se réunissent et définissent les contours du consensus de Washington, alors pensé comme un petit guide des bonnes pratiques permettant de stabiliser les économies en crise. Au menu de ce consensus, nous retrouvons un allègement de la fiscalité afin d'encourager les investissements et une hypothétique théorie du ruissellement, une libéralisation du marché financier (pour aller plus vite), des privatisations de masse (pour être plus efficace) et une dérégulation massive (afin de renforcer la concurrence via l'abaissement des barrières non tarifaires). Les doctrines économiques et sociales (promotion d'une méritocratie à l'extrême, fragilisation de l'État Providence etc.) connaissent alors de profondes mutations... Mais pour quel bilan ?

Force est de constater que les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Bien qu'appliqué à la lettre par certaines économies, le Consensus de Washington n'aura pas empêché l'Amérique Latine de connaître une nouvelle crise économique majeure à la fin des années 90. De son côté, la théorie du ruissellement s'est avérée peu concluante, les inégalités

de richesses entre les personnes les plus riches et les plus pauvres de la planète s'étant accentuées au cours des dernières années. Selon Oxfam, le pourcent le plus riche de la population mondiale possède plus que les 99% restant, ce qui constitue un exemple accablant d'une concentration des pouvoirs économiques et politiques[6]. Ce phénomène a d'ailleurs pour conséquence une fragilisation des classes sociales les plus précaires, particulièrement en France : le RMI[7] comptait près de 422 000 allocataires en 1990 contre 1 691 000 pour le RSA[8], son héritier, en 2014. Ceci représente une hausse de 300% alors que la population française n'a augmenté que de 13% dans le même intervalle de temps.

Quelle place pour l'écologie dans un tel système ?

Outre ces rudes conséquences sociales, le néolibéralisme n'a pas été sans conséquences pour notre planète. En effet, le courant néolibéral a considéré l'environnement comme un actif économique parmi tant d'autres au service de l'homme. Peu d'actions ont été entreprises au cours de cette période car, pour beaucoup des décideurs d'alors, « vivre, c'est polluer ».

Alors que la Conférence des Nations-Unies de Stockholm 1972 nous avertissait de l'inadéquation entre croissance économique à tout prix et respect de la nature, le ton est tout autre lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Les textes mettent en avant un « développement durable par la libéralisation du commerce »[9], laissant libre cours à une privatisation de la nature et de ses ressources qui n'a pour résultat qu'un transfert de responsabilité de la communauté internationale et des États vers les entreprises[10]. Face à une telle doctrine écologique néolibérale reposant sur un hypothétique découplage entre croissance économique et consommation d'énergie[11] rendu possible par le progrès technique, quelles alternatives pouvons-nous trouver pour changer les choses ?

Tout d'abord, acceptons que ce qui est fait est fait. Non, notre mode de croissance n'était pas le plus respectueux de l'environnement et des hommes mais oui il a, à un moment dans l'histoire, porté ses fruits. Agissons donc à notre échelle en conséquence et en connaissance de notre passé : votons, réduisons nos déchets, utilisons les transports en communs, consommons différemment. Cette multitude d'actions humaines individuelles, associée à une intégration raisonnée des nouvelles technologies, pourrait déjà permettre à nos sociétés d'effectuer de considérables progrès.

[1] Fiche thématique sur les accords de Bretton Woods, pilier du système financier international : <https://www.vie-publique.fr/fiches/38285-systeme-de-bretton-woods-fmi-bird-1944-1971>, vie-publique.fr, 25/06/2019.

[2] Tableaux de l'économie française, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4277775?sommaire=4318291>, insee.fr, 27/02/2020.

[3] Tableaux de l'économie française, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4277675?sommaire=4318291>, insee.fr, 27/02/2020.

[4] Définition de reprotoxique : se dit d'une substance nocive pour la reproduction, Larousse.fr.

[5] Fonds Monétaire International et Banque Mondiale

[6] Particulièrement en France : carte de la contribution au PIB par régions, https://www.liberation.fr/societe/2015/04/15/quand-l-insee-voit-la-france-en-treize-regions_1241353/, Libération d'après des données INSEE.

[7] RMI : Revenu Minimum d'Insertion

[8] RSA : Revenu de Solidarité Active

[9] Article 2.3 de l'Agenda 21 adopté lors du Sommet de la Terre de Rio 1992 : « l'économie internationale doit créer un climat international propice à la réalisation des objectifs en matière d'environnement et de développement : a) en encourageant le développement durable par une libéralisation du commerce b) en faisant en sorte que le commerce et l'environnement se soutiennent mutuellement ».

[10] Concept par exemple illustré par le principe de pollueur-payeur.

[11] Concept selon lequel nos progrès techniques et technologiques nous permettraient de continuer à croître tout en réduisant notre consommation en énergie. Ce concept a montré ses limites, le Groupe International d'Experts sur les Ressources des Nations-Unies ayant démontré que, depuis 2000, la croissance des flux de matières premières est supérieure à la croissance du PIB (effet dit de « surcouplage »).